

LOIRE ATLANTIQUE

les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 637 - 7 MARS 1996 - Prix 2,50 F

GILLES BONTEMPS

sera l'invité de l'émission

L'HEBDO

sur FRANCE 3
PAYS DE LA LOIRE

le samedi 9 mars

de 11 h 55 à 12 h 25

Il répondra aux questions de la rédaction

Forum national
pour inventer
un nouvel avenir

NANTES

14

mars

Salon Mauduits
19 h 30

*Je tu il
nous vous ils ...*

1000

voix

*pour inventer
l'avenir*

SOMMAIRE

- **Forum**
La préparation est bien engagée
(Pages 2 et 3)
- **Rencontres publiques**
Les citoyens s'emparent de la politique
(Pages 4 et 5)
- **Les mauvais coups contre l'emploi**
(Page 6)
- **Rezé**
Les services publics en débat
(Page 7)
- **Waterman**
Après le rachat par Gillette quel avenir ?
(Page 8)

UNE INITIATIVE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Edito par Jean-Yves MARTIN

RÉUSSIR LE FORUM



Réussir le forum le 14 mars à NANTES, c'est d'abord bien faire connaître et partager la conception que nous en avons et l'objectif que nous lui assignons.

Ni meeting, ni débat, ce que nous voulons

c'est un forum. On sait que dans l'Antiquité, le forum était la place publique où les citoyens eux-mêmes venaient discuter des affaires de la cité. Ce que nous voulons : C'EST RÉALISER UN FORUM MODERNE.

Pour être moderne ce forum doit être pluraliste. Il le sera non seulement par la présence des cinq dirigeants nationaux, des représentants départementaux de presque toutes les forces de gauche et de progrès. Mais surtout par la diversité sociale et politique du public. Un public qui sera l'acteur principal de ce forum. Veillons donc à informer largement et concrètement autour de

nous tous ceux qui peuvent être les porteurs de cette diversité, à la fois sur la tenue, la forme et les objectifs de ce forum. C'est cette diversité là qui sera le socle décisif et le gage de la réussite.

Sur la base de cette diversité, nous voulons un forum citoyen. Chaque intervenant(e) y comptera pour un(e). Il ou elle doit pouvoir dire son expérience, ses préoccupations, son mécontentement, son angoisse, sa colère. Les moyens techniques contemporains seront mis en œuvre - micros dans la salle et projection vidéo simultanée sur grand écran seront mis au service de la parole citoyenne individuelle, unique dans sa singularité et dans l'impact émotionnel de son message.

Invitons autour de nous au forum, soulignons bien que dans le déroulement même de la soirée un « SVP », véritable haut-parleur citoyen, répercutera les réponses au volet « Vous avez la parole » du tract que nous distribuons.

Ce sera un gage de réussite dans la mesure où le forum fonctionnera réellement de manière interactive. L'écoute et le respect de la parole de l'autre ne doivent surtout pas interdire ni l'interpellation, ni la réaction à chaud, bien au contraire. C'est à ce prix que ne seront pas gommés les différences, voire les divergences.

Enfin le forum sera réussi dans la mesure où le débat pourra y être plus poussé dans la clarté, la transparence sans nier et sous

Ni meeting, ni débat nous voulons un forum pluraliste par la diversité sociale et politique du public qui en sera l'acteur.

Où, l'écoute, le respect de la parole de l'autre ne doivent surtout pas interdire l'interpellation, ni la réaction à chaud bien au contraire.

estimer les divergences, les orientations, les prises de positions des uns et des autres sur des sujets actuels tels que la protection sociale, la construction européenne, la monnaie unique, les critères de Maastricht.

Le P.C.F. vient de rendre public un ensemble de propositions dont l'application permettrait de lutter efficacement contre la crise. De son côté le P.S. avec l'adoption d'un document sur la mondialisation est désormais moins évasif sur ses intentions.

Plus que jamais il y a donc matière à confrontations. Car, au-delà du contenu du changement, un autre volet de la discussion doit porter sur les conditions politiques du changement à réaliser. Comment faire pour que le mouvement populaire reste en permanence le maître d'œuvre sans jamais être dépossédé de ses prérogatives citoyennes et démocratiques ?

Chacun le comprendra, la réussite de ce forum clairement conçu pour être pluraliste, citoyen et interactif, contribuera efficacement à donner du parti l'image qui devrait de plus en plus être la sienne. Celle d'un parti audacieux, ouvert, moderne, qui est à l'initiative pour contribuer à inventer un nouvel avenir.

Voilà qui devrait motiver tous les efforts militants qui restent à déployer pour une pleine et entière réussite du forum.

FORUM NATIONAL



*Je tu il
nous vous ils ...*

*L'avenir
commence*

maintenant!

NANTES
14
mars
Salon Mauduits
19 h 30

Avec des représentants nationaux

• **Du Parti Communiste Français**

Jean-Claude GAYSSOT
Secrétaire National

• **Du Parti Socialiste**

Alain CLAEYS
Secrétaire National

• **De Convergence Écologie Solidarité**

Andrée BUCHMANN
Vice Présidente

• **De la Ligue Communiste Révolutionnaire**

Christian PIQUET
Membre du Bureau Politique

*Des responsables départementaux
des forces de gauche et de progrès et de
nombreuses personnalités*

UNE INITIATIVE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Ça se discute

Le Forum en préparation dans la section de Rezé Sud Loire

Le compte à rebours de la préparation du Forum National de Nantes est lancé. Les communistes du Sud Loire, soucieux de populariser l'initiative et d'inciter les gens à y participer ont mis en œuvre un plan de travail quasi quotidien d'ici le 14 mars. Distributions de tracts et collages d'affiches dans les localités et les quartiers, dans les entreprises.

Points de rencontres publiques à Indret, à l'Aérospatiale, à la Mairie de Rezé, au restaurant inter-entreprises de la Zone Atout Sud mais aussi sur chaque marché.

A Rezé, le vendredi 1^{er}, les communistes étaient sur le marché de Pont Rousseau, ils y étaient à nouveau le 8 mars avec des formulaires permet-

tant aux gens de poser des questions, émettre un avis. « C'est bien ce que vous faites ! » commente une vieille dame. Ou cet homme de gauche : « Votre démarche est intéressante, j'irai peut être le 14 ! ». De même sur le marché du Château le mardi 5 mars. Sur celui de La Montagne le mercredi 6. Ils seront présents au marché des Couëts le

jeudi 7 et du Pellerin le samedi 9.

En outre des dispositions sont prises pour informer et solliciter tous les communistes de la section. Les jeunes de la J.C., pour leur part se chargent du Lycée Jean Perrin...

Le Jeudi 14 Mars, on espère compter de nombreuses dizaines de gens du Sud Loire. Le débat... c'est bien parti.

Saint-Nazaire engage le Forum

La tenue des Forums a été beaucoup débattue, en particulier entre les Communistes, avec des interrogations, parfois des inquiétudes. Les expériences ont apporté des réponses, créé de l'ambition, voire de l'enthousiasme pour ce type d'initiatives.

C'est nouveau, ça implique une préparation qui associe le besoin d'y faire participer les Communistes, les sympathisants. Egalement pour qu'il y ait réellement confrontation, des femmes, des hommes, des jeunes qui sont attachés à gauche

tout en n'étant pas forcément en accord avec les propositions du PCF.

Le débat qui s'est instauré au Comité de Section de Saint-Nazaire s'est voulu très ambitieux sur le nombre de personnes vers qui nous allions faire connaître « LE FORUM », ce que les Communistes proposent. Ils ont comme objectif, à la fois y faire participer beaucoup de monde et pour celles et ceux qui pour diverses raisons n'y participeront pas, leur faire connaître le type de débat que le PC propose pour réfléchir au contenu et aux conditions

du nécessaire changement.

Comment chaque cellule locale, organise le porte à porte avec questionnaire, visite de chaque adhérent pour l'associer complètement, la préparation avec le carnet d'inscription.

Un plan de travail a été mis par écrit pour aller à la porte de 14 entreprises avec le tract et pour 5 d'entre elles animation avec le questionnaire.

Décision a été prise de faire du week-end du 9 et 10 mars un moment exceptionnel associant les dirigeants, les adhérents,

dans un porte à porte sur l'ensemble de Saint-Nazaire, dans une présence sur les marchés, au plateau piétonnier.

En même temps décision de s'adresser à tous ces militant(e)s de la vie associative qui ont beaucoup de choses à dire sur quelle Société construire pour répondre aux attentes face à la misère, l'exclusion.

Un plan de travail ambitieux construit à partir des exigences, de l'urgence d'apporter des réponses aux aspirations au changement qui s'exprime avec aujourd'hui plus de force.

Organisation des transports par car pour se rendre au forum

St Nazaire	Maison du Peuple	18 h 30
Trignac	Place de la Mairie	18 h 30
Montoir	Place du Marché	18 h 40
Donges	Rond Point des 6 Croix	18 h 50
Savenay	Rond Point du Golf	18 h 50
Pornic	Place de la Gare	18 h 00
St Brévin	Place du Marché	18 h 20
Paimbœuf	Place du Marché	18 h 30
La Montagne	Place du Marché	19 h 00
Chateaubriant	Mairie	18 h 15
Nozay	A l'échangeur	18 h 45
St-Etienne-de-Montluc	Place du Marché	18 h 30
Couëron	La Jaunaie	18 h 45
Couëron	Place du Marché	18 h 50
Couëron	Le Bossis	18 h 55
Couëron	La Chabossière	19 h 00
Basse Indre	Quai Besnard	19 h 05
Haute Indre	Café de la Verdure	19 h 10

POUR INVENTER UN NOUVEL AVENIR

Les premières questions

Les premières questions que vous souhaitez voir débattre au Forum National du 14 mars à Nantes commencent à nous parvenir ainsi que vos réflexions, vos réactions.

Les premières réponses augurent déjà de la possibilité d'un débat riche, ouvert et constructif.

C'est ainsi que l'une d'entre elles provenant d'une Nantaise pourrait résumer un avis qui semble se dégager :

« Votre démarche nous écrit-elle, je l'apprécie fortement parce qu'elle permet enfin que nous nous adressions à des hommes politiques nationaux pour leur dire ce que nous ressentons et voulons. J'avais l'impression d'être mise à l'écart de toutes les décisions, votre Forum m'ouvre de nouvelles possibilités de m'exprimer.

J'ai de nombreuses choses à dire aux dirigeants politiques. Je ne le dirai pas pareil à chacun car je pense que certains portent une lourde responsabilité par rapport à ce que je vis actuellement mais je ne m'arrêterais pas à un constat car je sais qu'il est important de parler de l'avenir ».

L'avenir, c'est le thème d'une autre réponse d'un Trignanais qui écrit :

« Je suis inquiet pour mon avenir et celui de mes enfants. la droite est en train de tout foutre en l'air, il est temps que nous les arrêtons, mais c'est vrai que je m'interroge comment faire ? La gauche est divisée sur des grands sujets comme l'Europe mais n'est-il pas nécessaire d'en discuter, que les gens donnent leur avis. Je crois que nous sommes dans l'obligation d'ouvrir ce débat et qu'il doit clairement poser les questions du contenu et des conditions du changement. Je me félicite de l'initiative que le Parti Communiste vient de prendre et je serai présent à Nantes le 14 mars. »

*vous avez
la parole*

Facultatif - Nom Prénom

Adresse

A retourner aux Nouvelles de Loire Atlantique, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES ou à remettre à un militant communiste de votre connaissance.

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste, à sa demande, a rencontré les partis politiques de gauche et de progrès du département pour les informer de l'initiative du Forum National de Nantes et les y inviter. Parmi elles :

L'AREV - le Mouvement des Citoyens - le Parti Socialiste - la Ligue Communiste Révolutionnaire - Radical - l'UDB - Convergence Ecologie Solidarité - les Verts.

RENCONTRES PUBLIC

Les citoyens s'emparent de la politique

Au fil des rencontres, les questions reviennent :

- Créer de vrais emplois
- Infléchir le poids de l'argent
- Se faire connaître en tant que communiste
- Maastricht et les directives européennes
- La cellule pôle de rayonnement de l'activité des communistes sur leur quartier
- Le poids et le rôle du Parti, élément déterminant pour l'avenir

Doulon

Le 24 février dernier, les communistes de Doulon ont organisé une rencontre publique afin de débattre avec des non communistes des problèmes vécus dans leur quartier. Près de 40 personnes se sont retrouvées ce soir là, autour d'un excellent couscous.

Créer des emplois

En tout début de soirée, une discussion générale s'est engagée mettant notamment en relief le mal vivre de la jeunesse. Les problèmes liés à la précarité, au non emploi, au développement des CES, peuvent apparaître dans un premier temps, comme un moyen de pou-

voir souffler un peu, ils ne peuvent pas répondre à la nécessité d'avoir un véritable emploi et en conséquence, d'avoir un logement, des loisirs, une qualité de vie.

Cet échange a souligné toute l'importance que revêt la proposition du Parti Communiste de

transformer les CES en véritables emplois.

Le débat s'est poursuivi tout au long du repas, par petits groupes, dans une ambiance chaleureuse et amicale.

En fin de soirée, c'est avec plaisir que nous avons accueilli 3 nouveaux adhérents.

Malakoff



Cellule Casanova Renforcer le parti

Le 17 février, la rencontre publique a réuni 33 adultes et leurs enfants. Un débat animé par Paul Robert du Comité fédéral, a permis à chacun d'exprimer ses soucis, ses craintes face aux mesures prises par le gouvernement JUPPÉ.

Face à cela, la question

du renforcement du Parti pour créer les conditions d'une alternative politique, s'est posée. Résultat : 4 adhésions et 1000 francs récoltés pour la souscription au cours d'une tombola.

Une soirée porteuse et chaleureuse.

Orvault

Le souci de préparer la rencontre publique

Etre avec les gens, réussir une rencontre publique avec qui, et comment dia-

loguer, discuter, quel est l'endroit le plus judicieux.

Autant de réflexions qui font parties de la décision des communistes d'Orvault, d'organiser une rencontre publique dans leur commune.

Leur activité pendant les présidentielles de 1995 s'était concrétisée par un Comité de Soutien à Robert HUE, dans lequel se sont retrouvés des sympathisants, des gens plus éloignés et tous les adhérents de la cellule Emilienne LEROUX.

Un quartier de plus de 2 000 habitants où résident quelques communistes connus et estimés comme voisins de longue

date, mais aussi comme militants.

C'est sur la conjugaison de ces faits que la rencontre publique a été organisée avec l'invitation personnalisée remise directement où envoyée par courrier ; un lieu où quelques ventes de masse de « l'Humanité Dimanche » deviennent de plus en plus régulièrement un point de rencontre et d'échanges.

Un nouvel adhérent, motivé par son envie de mettre son dynamisme au service des gens qui s'empare de cinq invitations en disant : je con-

nais quelques personnes qui peuvent être intéressées par l'initiative de la cellule.

Se donner toutes les possibilités concrètes de pouvoir débattre avec les gens qu'ils connaissent, ceux qu'ils apprennent à connaître, ceux qui aussi apprennent à connaître les communistes, leur démarche d'ouverture pour inventer un nouvel avenir, a été le fil conducteur de la décision et l'organisation d'une rencontre publique à Orvault.

Serge MARCHAND

PEINTURE DECORATION

VITRERIE

PAPIERS PEINTS

REVETEMENTS MURS & SOLS



ETANCHEITE de FAÇADE

LAVAGE par Hte PRESSION

TRAITEMENT des MOUSSES

RAVALEMENT - TOITURE

Un Professionnel à votre service.

3, rue des Tilleuls - 44550 St-Malo de Guersac

40.91.12.79

QUES DES CELLULES

Savenay

La parole aux citoyens

Dans les limites du territoire de l'activité militante de la Cellule L. Aragon de Savenay, deux rencontres publiques ont eu lieu à cette date. La première à la Chapelle-Launay, l'autre à Savenay même. Au total, 20 personnes y ont participé, dont 7 non-communistes.

C'est encourageant à La Chapelle-Launay où jamais il n'y avait eu de

réunion publique organisée par le PCF. C'est moins bien à Savenay où le fait nouveau d'avoir 5 élus communistes ne suffit évidemment pas, la démonstration en est ainsi faite, à faire accourir les gens aux réunions du Parti.

Cela dit, après la publication d'un journal de cellule consacré à la situation financière de la com-

mune, les militants savenaisiens font actuellement signer une pétition contre la forte augmentation des impôts locaux (de 35 à 40 %) envisagée par la nouvelle municipalité de gauche : ils ont d'ores et déjà recueilli plus de 300 signatures et sont ainsi « très présents » (dixit le 1^{er} adjoint socialiste) dans le débat sur la recherche d'autres solutions aux graves problèmes posés.

Banques

Dialogue sur l'avenir

La rencontre publique organisée par la cellule des banques a réuni pendant plusieurs heures des communistes et non communistes pour dialoguer des questions que posent la situation actuelle mais aussi celles liées aux perspectives communistes.

Dans une profession comme l'expliquait l'un des participants, où les zéro devant la virgule se comptent par dizaine, la question de l'argent prend une réelle dimension. Il n'y a pas d'interrogation sur l'existence de l'argent mais sur l'utilisation de l'argent : la spéculation ou la réponse aux besoins des hommes.

J'ai adhéré au Parti Communiste le jour où après m'être trouvé dans une transaction boursière (j'avais compris 1 million de francs alors qu'il s'agissait de 10 millions pour une « simple » vente d'actions d'un particulier). Je me suis dit c'est pas possible, on ne peut pas rester comme cela sans agir. Depuis je me suis engagé dans cette action avec le Parti Communiste pour que d'autres perspectives s'ouvrent aux gens.

Cette question de perspectives a été au centre de la soirée.

« La mondialisation ne met-elle pas la France dans une situation de

subir sans pouvoir prendre en main ses propres destinées ».

« Est-il possible d'infléchir le poids de l'argent Roi dans la vie quotidienne qui lamine les hommes ».

Tout le monde s'accordait à dire que le rôle et le poids du Parti Communiste était important pour ouvrir et construire de nouvelles perspectives. Son utilité comme force politique capable de rassembler pour faire bouger était concrète pour tous.

Le débat n'est pas achevé concluait le secrétaire de la cellule en prenant date avec les participants pour le 14 mars aux Salons Mauduit.

Donges

Forum

A l'initiative de la cellule du PCF de Donges, s'est déroulé le 2 février dernier à la salle du Petit Marais un Forum de discussion autour des thèmes suivants : La raffinerie, Donges-Est Atouts pour l'emploi.

Une trentaine de personnes, élus syndicalistes, responsables politiques ont répondu à notre invitation.

Au cours d'une riche discussion, les uns et les autres ont pu confronter leurs opinions et se faire une idée de l'importance des enjeux.

La Raffinerie

La Raffinerie est bien le poumon industriel indispensable au développement économique de notre ville. Mais de nombreuses questions se posent : la politique d'investissement de ELF ne met-elle pas en danger le maintien du site de Donges ?

Le gel des études sur la bouée off-shore au large du Croisic n'est-il pas le signe alarmant présageant de l'abandon de ce projet

et par là même du développement nécessaire de la Raffinerie de Donges ?

Donges-Est

Ce projet est au cœur des préoccupations de tous et les participants ont été d'accord pour dire que c'est bien sur le site de Donges-Est que se situe la seule possibilité d'un réel développement industriel, non seulement pour Donges, mais aussi pour l'avenir du port de Nantes/Saint-Nazaire.

Bien entendu si les autres projets ont été évoqués (banc de Biho et Port-Aval), tous les intervenants ont insisté, malgré quelques nuances sur la forme, sur le fait que Donges-Est était bien le maillon essentiel et prioritaire pour une croissance du potentiel industriel de l'estuaire. Les autres projets ne devant être étudiés qu'en complémentarité.

Une fois de plus ce sont des directives européennes qui empêchent cette réalisation et les différents imbroglios juridiques n'ont-ils pas pour seul

objectif de stopper sa mise en place ?

La montée en puissance du lobby des soi-disant écologistes anti-Donges-Est rajoutant à la confusion. Ne sommes nous pas tous des écologistes ayant à cœur les problèmes d'environnement que l'on peut parfaitement maîtriser conjointement à un développement industriel ?

C'est au cours d'un débat parfois technique mais riche et passionné que chacun a pu apporter son avis.

Bien entendu, toutes les questions n'ont pas été abordées mais ce Forum a montré que nous pouvions dialoguer ensemble malgré nos différences et que c'est bien de cette manière avec les français et les françaises, les organisations de gauche et de progrès, dans le respect du pluralisme de cette gauche française qu'ensemble nous inventerons un nouvel avenir pour notre pays.

C'est tout l'enjeu des propositions et de la politique nouvelle du Parti Communiste Français.

Le P.C.F. et le traitement du sida : « la santé à la loterie »

Le P.C.F. réagit vivement à l'éventualité d'attribution par tirage au sort de médicaments concernant le traitement du sida.

« Si cette version de la roulette russe soulève tant d'émotion dans l'opinion, ce n'est pas seulement parce qu'elle heurte de front la solidarité qui entoure les malades du

sida, c'est aussi parce qu'elle agit comme un révélateur du sort que réserve au droit à la santé de tout être humain une société soumise à l'impératif dominant de l'argent » estime le P.C.F. qui voit « une illustration de ce que recouvre l'objectif soutenu par ceux qui proposent de limiter les

dépenses de santé ».

« Ce n'est pas parce que le savoir manque ni parce que les chercheurs n'ont pas fait leur travail.

Mais parce que la stratégie commerciale d'une grande multinationale lui commande de faire monter les enchères et les prix sur des marchés qu'elle juge solvables et rentables ».



PAM

SERVICE

ATELIER DE RÉPARATION

- Petits et gros appareils ménagers
- Appareils électro-domestiques
- Audio - Télé. - Vidéo
- Outillage

VENTE PIÈCES DÉTACHÉES

- Toutes marques
- Accessoires

ANTENNES TOUTES RÉCEPTIONS

Devis gratuit

SONORISATION

- Vente - location - installation

Votre Boutique
multi-services
et dépannage

SARL au Capital de 50 000 F.

SAINT-NAZAIRE

85, avenue de la République
Tél. 40.01.94.29

GUÉRANDE

4, rue Aristide Briand
Tél. 40.62.03.95

TARIF HORAIRE

PAM F 125,73

Fax 40.22.26.55

Après les déclarations de Chirac sur la défense nationale

MENACES SUR L'INDUSTRIE DE DÉFENSE

Avec la suppression du service militaire et la constitution d'une armée de métier, la restructuration des industries de défense, la fusion entre les deux grands avionneurs français, l'emploi fortement menacé dans le département.

AÉROPASTIALE



Les termes du contrat de mariage restent flous. Le comité de pilotage aura la mission délicate d'éclaircir le rôle de chacun. Reste le cadre de cette fusion : la construction européenne version Maastricht déterminant « qui fait quoi ? » en termes politiques et industriels. Et, dans cette même logique, l'affirmation, des règles de l'ultra-libéralisme encourageant la compétition à tout prix. D'où les cruelles restructurations engagées en France comme en Allemagne, avec leurs vagues de suppressions d'emplois.

Dans ce contexte de concurrence européenne, un rapprochement franco-français des deux constructeurs aéronautiques peut être une bonne chose.

A condition que les synergies existantes se traduisent par des coopérations respectant les compétences de chacun. A condition que le regroupement ne soit pas synonyme d'abandons industriels comme c'est aujourd'hui le cas.

A l'évidence, la fusion annoncée en terme de stratégie de défense aura demain des conséquences notables sur les activités civiles des deux sociétés.

Dès lors, difficile de ne pas s'interroger sur le devenir des programmes de satellites, d'Airbus ou d'ATR (avions de transports régionaux), autre question : l'identité même des structures actuelles. Aérospatiale est une entreprise publique et Dassault est une entité privée. La première souffre, on le sait, d'un manque évident de volonté politique de la part du gouvernement et a bien du mal à assumer le coût de développement de ses programmes d'avenir. La fusion avec Dassault ne risque-t-elle pas d'accélérer la privatisation d'Aérospatiale ? Dédouané ainsi de ses responsabilités, le gouvernement ne laisserait-il pas alors le champ libre aux appétits de l'Allemagne en matière de construction aéronautique civile ?

ARSENAUX en danger de mort

Le rapport Conze, « Diagnostic », fait le constat des atouts et surtout des faiblesses de la DCN. Parmi celles-ci, le statut juridique des établissements, qui, serait un frein au développement de la DCN. Ce statut, qui lie l'Etat et ses arsenaux dans un cadre juridique strict, gêne vraiment les visées de profit.

Il est incompatible avec les accords du traité de Maastricht, il garantit l'indépendance et la souveraineté de la France dans le choix de sa politique d'armement. Ce statut gêne vraiment pour transformer les arsenaux en entreprises compétitives et rentables, aptes à se positionner sur le marché mondial.

Changer le statut pour privatiser

Jusqu'à ce jour les missions et vocations des arsenaux étaient de fournir aux Etats Majors les matériels nécessaires à leurs missions. Or, le rapport préconise de ne laisser à la charge de la DCN que l'entretien. Il est vrai que c'est la mission la moins juteuse, et que dans une perspective de profit, il est mieux qu'elle reste à la charge du contribuable. Fini la conception, la fabrication, les essais de ces matériels qui sont les vocations et missions des arsenaux.

Dans l'esprit du rapport, il faut supprimer le statut juridique des établissements, garant des statuts des personnels. Or dissocier l'un de l'autre, c'est garantir la privatisation à courte échéance avec tout son cortège de licenciements. L'exemple du GIAT, (Arsenaux de l'armée de terre, privatisé en 1989) devrait faire réfléchir. Un déficit de 11,8 milliards de francs (la moitié de son chiffre d'affaires, 4 fois sa masse salariale) dûs au désengagement de l'Etat dans ses missions premières, n'est-ce pas assez éloquent ? La suppression de la moitié des effectifs (25 000 personnels en 1989, 12 000 aujourd'hui), ne gêne personne ?

Réorienter la production

Pourquoi continuer dans la mauvaise voie de la liquidation des arsenaux pour privilégier l'achat des matériels sur étagères à l'étranger où les commandes à l'industrie privée ? Ces établissements sont de véritables poumons économiques pour des régions entières. Ils sont indispensables à une véritable défense de caractère national. Il convient de réorienter la production d'armement du secteur privé, qu'il faut reconverter aux productions civiles, vers le secteur public et nationalisé. La flotte militaire française doit être

La mine de Slim



renouvelée à 80 %. Il est plus que temps d'envisager un renouvellement. Il y a là du travail, permettant de garantir la pérennité des arsenaux, de garantir et de développer l'emploi, de réduire le temps de travail notamment à DCN Indret.

Des milliers d'emplois menacés

C. Millon, après la remise du rapport Conze, a décidé d'engager une pseudo-concertation avec les personnels. Un document interne du ministère de la Défense daté du 10 janvier 1996 confirme que, bien avant le début de l'année, plusieurs ministères (Défense, Travail, Aménagement du territoire,

Industrie, Budget, Education Nationale) ont déjà travaillé ensemble au plan d'accompagnement économique et social des restructurations de la Défense. Sont envisagées sur 3 ans, 50 à 76 000 suppressions d'emplois. L'objectif est de rendre politiquement et socialement acceptables les ajustements nécessaires, l'Etat y minimise sa responsabilité. Où sont les engagements personnels, solennels, formels du chef de l'Etat ? Comment faire confiance à celui qui en 1974 voyait le bout du tunnel ? A celui qui voit aujourd'hui se dessiner une croissance qui durerait une trentaine d'année ? A celui qui déclarait au début de son mandat : « A chaque décision que nous devons prendre, demandons-nous si elle est bonne pour l'emploi ». La concertation engagée par C. Millon n'est en fait que poudre aux yeux, il tente de faire entériner par les personnels leur propre disparition. Les régions, les villes, les bassins d'emplois sont sacrifiés au nom du profit et de l'Europe de Maastricht.

Les armes ne sont pas des marchandises ordinaires

Le PCF, partisan du désarmement, et d'abord du désarmement nucléaire sur l'ensemble de la planète, considère que les armes ne sont pas des marchandises ordinaires. En l'état actuel du monde, il propose que la fabrication d'armes, strictement nécessaire à la France, soit confiée en priorité aux arsenaux sous statuts d'état et établissements militaires dont c'est la vocation, et qui doivent avoir pour l'exercer les compétences nécessaires. Il est pour le maintien dans le secteur étatisé de la DCN, et le retour de GIAT Industrie et de la SNPE sous statut d'état au sein du ministère de la Défense. Parallèlement, il préconise la diversification des industries d'armement, c'est-à-dire la mise en œuvre des capacités des établissements militaires à satisfaire des besoins civils.

LES SERVICES PUBLICS EN DÉBAT A REZÉ

« Un « point de vue » publié par Ouest-France le 16 janvier dernier posait cette question : « L'Europe communautaire menace-t-elle le modèle français de service public ? ».

Le 23 février la section de Rezé Sud Loire du P.C.F. initiait dans le cadre du « Forum pour construire un nouvel avenir » une rencontre-débat à Rezé sur la défense et le développement des services publics.



Un débat que ses organisateurs ont voulu interactif entre les citoyens eux-mêmes, entre citoyens (salariés et usagers des services publics) et forces politiques. Initiative réussie : à 20 h 30 quelque 70 participants avaient pris place dans la salle Jean Jaurès. Avec le P.C.F., trois autres formations politiques sont présentes : le P.S., le Mouvement des Citoyens et la L.C.R.

Tout à tour les représentants des différentes formations exprimaient en quelques minutes leur conception de l'avenir des services publics.

D'emblée pour le P.C.F., Yann VINCE précisait qu'en fait « c'est le mouvement social de la fin 95 qui avait montré quel attachement les agents et les usagers portaient à leurs services publics ». Il démontrait comment « en une quinzaine d'années l'Etat a réduit ses apports aux services publics, comment la signature de l'acte unique puis le traité de Maastricht avec ses « critères de convergence » en préparant la monnaie unique et en institutionnalisant la réduction des déficits et dépenses publiques ont accentué le processus, poussant pour cela à la privatisation, à la diminution des effectifs et des

investissements », citant les exemples de Gaz de France, de France Télécom ou de la Poste.

« Sous couvert de l'Europe ou de la mondialisation, la contrainte de rentabilité doit elle prévaloir ? » interrogeait le secrétaire de la section du P.C.F. Il considérait alors que « la préservation des monopoles publics est d'abord une prise de position politique parce que cette question est au cœur de l'affrontement en cours avec la Commission européenne et le gouvernement, parce que l'objectif du capital financier est bien de briser ces monopoles publics ».

Yann VINCE présentait alors la proposition des communistes d'une mixité à prédominance publique et sociale et pour une complémentarité Etat-Régions avec les responsabilités financières notamment qui doivent incomber à l'Etat. Il insistait sur le souci de relever « le défi de la décentralisation et de la démocratie ». Quels droits et pouvoirs nouveaux des usagers y compris sur la gestion, quelle responsabilité nouvelle des services publics et de leurs agents vis-à-vis d'eux ? Il soulignait enfin « l'enjeu immédiat du rapport

aux collectivités locales et territoriales qui investissent aujourd'hui 70 % de plus que les services publics de réseaux ».

Yann VINCE concluait : « le monde a changé, il faut affronter les trois mutations structurelles qui percutent l'organisation actuelle des services publics : la révolution informationnelle, la décentralisation, l'internationalisation ».

Pour sa part le secrétaire de la section locale du P.S., Eric BUQUEN exprimait « le souci de son parti durant le mouvement social de ne pas intervenir dans les stra-



tégies syndicales ». Sans entrer plus avant dans le débat et les questions posées il affirmait « nécessaire de se battre sur les principes et sur la qualité des services publics » reconnaissant qu'il convenait de réfléchir à une alternative politique.

A son tour Gérard ALLARD pour le Mouvement des Citoyens insistait sur « la nécessité de reconstruire ensemble une alternative » posant la question du choix de société. Il s'affirmait d'accord avec l'analyse du P.C.F. sur la logique libérale de la construction européenne soulignant que le développement des services publics en France était contrarié par l'application du traité de Maastricht.

« La spécificité française heurte le capital » précisait-il, ajoutant qu'il souhaitait une démarche commune au Conseil Municipal, pour que la

Ville gère elle-même ses services publics plutôt que de faire appel à des associations para municipales. Il concluait en présentant la proposition du M.D.C. de révision de la Constitution en inscrivant la conception des services publics.

Enfin Jean BRUNACCI pour la L.C.R. déclarait partager l'avis du P.C.F. « sur la question vitale des services publics ». Revenant sur « l'exceptionnelle profondeur du mouvement social » correspondant « au ras le bol accumulé pendant 15 ans », il estimait, citant l'exemple de la Poste ou celui des che-

minots et de leur victoire sur le contrat de plan, « que les luttes ne pouvaient que s'amplifier » pour faire échec à la politique menée en France.

Un débat large, ouvert, s'engageait alors avec la salle. 26 interventions devaient être prononcées, dont 21 de la salle. Parmi les questions soulevées :

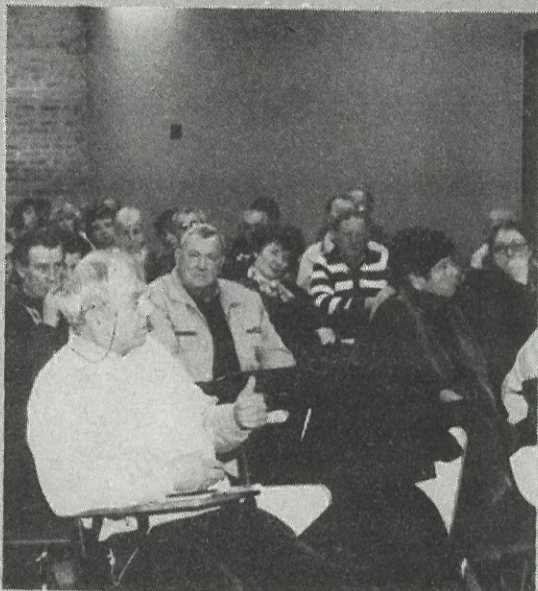
« Comment ne pas recommencer 1981 en 1998 ? » « Quelle autre construction européenne ? » « Qui doit décider de l'avenir des services publics ? » « Quelle modernisation ? » « Les services publics : un coût ou une richesse ? »...

Le débat s'achevait après deux heures et demie de discussions riches, passionnées parfois, toujours soucieuses de déboucher sur construction nouvelle.

Les participants en parlèrent longuement encore autour d'un verre de l'amitié.

Instantanés d'une discussion

Parmi les présents : des militants politiques, syndicaux, associatifs, les six élus communistes de Rezé, des élus socialistes, MDC, des salariés, des citoyens usagers des services publics...



Jo (Comité de défense de l'agence postale du Corbusier) : ne pas faire l'impasse sur ce qui s'est passé... Les 700 pétitions qui ont permis d'empêcher la fermeture... Mais les projets politiques demeurent... C'est la loi Quilès qui est à l'origine de la situation difficile à la Poste... Il faut défendre les services publics à partir de la population...

E. Buqueu (P.S.) : je ne suis pas le dépositaire de l'héritage Mitterrand. Les socialistes vont débattre en mars de l'Europe, du type de construction européenne qu'il faut développer... on n'est pas figés...

Dominique (mouvement A.C.) : que fait-on des morts sociaux que sont les exclus ? Il ne faut pas jouer avec eux...

Vincent (chômeur) : on n'a pas besoin d'alternance, mais d'alternative... Il y a un vide politique... c'est dangereux parce qu'il y a Le Pen et le Front national qui attendent...

A. Coutant-Neveux (Conseiller municipal P.S.) : oui il faut des services publics forts mais il faut les moderniser...

D. Lucas (CGT Mairie de Rezé) : quelle modernisation quand les budgets publics sont de plus en plus étriqués... ?

Une personne mécontente du P.S. : il ne faut pas méconnaître l'histoire si l'on veut faire autre chose que ce qui s'est fait...

C. Garnier (Union locale CGT) : l'avenir des services publics dépendra de choix politiques qui feront d'eux soit un coût, soit une richesse...

Patrick (militant communiste) : les services publics sont attaqués parce qu'ils sont des obstacles à la logique des marchés financiers... Il faut inverser les choix faits jusqu'à présent...

Roger (retraité aéronautique) : il ne faut pas refaire 1981... Il y a des divergences à gauche... Qu'est-ce qu'on fait ?...

Quel avenir pour Waterman ?

C'est la question que se posent les 822 salariés de Waterman Saint-Herblain après le rachat de leur entreprise par la multinationale américaine GILLETTE. Rachat qui a déjà entraîné le licenciement et la fermeture du site de Méru dans l'Oise.



Après que l'on nous ai expliqué qu'il fallait moins d'Etat, moins de rigidités sociales, moins de dépenses publiques, moins d'étudiants, moins d'hôpitaux, moins de coût du travail...

La multinationale américaine GILLETTE veut-elle préparer l'opinion publique à ce que demain, il nous faille moins d'usines, donc moins d'effectifs pour
→ plus de productivité,
→ plus de rentabilité, en un mot... encore plus de fric !

La situation, connue en novembre 1990 annonçant la fermeture de PARKER à MERU (Oise) ayant pour conséquence directe de mettre 219 salariés à la rue, est démonstrative du cynisme du groupe GILLETTE.

Déjà en 1993, les communistes de la section PCF de MERU étaient intervenus à propos du rachat de PARKER par la multinationale américaine.

Aujourd'hui, l'analyse s'avère justifiée car à l'évidence le seul et-unique objectif recherché était bien de dominer un marché mondial de production du stylo en absorbant un concurrent (PARKER) pour ainsi, ensuite, le liquider.

SAVEZ-VOUS → que PARKER MERU venait en 1993 d'investir 46 millions de

francs en machines et bâtiments, et ainsi bénéficiait des aides publiques (argent des contribuables) ?

SAVEZ-VOUS → QUE l'activité Stylos qui inclut WATERMAN, a produit des bénéfices en « nette » hausse car pour les seuls neuf premiers mois de l'exercice 1995, le chiffre d'affaires de GILLETTE a progressé de 13 % et le bénéfice net a augmenté de 19 %, soit 591 millions contre 498 millions (source Dépêche Economique AFP du 19 octobre 1995).

WATERMAN n'est donc pas en difficulté financière

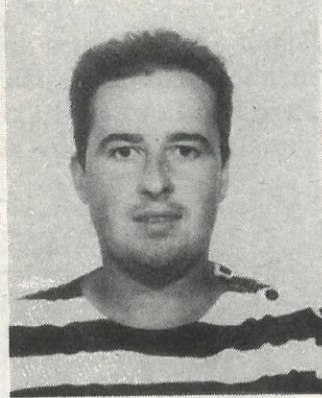
- alors, pourquoi ces mesures de chômage imposées au personnel de WATERMAN SAINT-HERBLAIN si ce n'est que pour tenter de mettre en place l'annualisation des horaires et des salaires ?
- alors, pourquoi ces pressions voire répressions qui s'accompagnent d'aggravation des conditions de travail et de vie, si ce n'est que pour « préparer » psychologiquement les salariés à d'éventuelles mesures sur le site de SAINT-HERBLAIN, visant à la recherche de rentabilité financière ?

Cette logique de l'argent pour l'argent, écrasante dans notre société, est non

seulement inhumaine, mais elle est un obstacle au progrès de notre civilisation.

CHANGER cette logique est donc URGENT.

Elections cantonales partielles de Varades



Suite au décès du Conseiller Général du canton de Varades, de nouvelles élections vont se dérouler le 24 mars prochain.

Les communistes de la section du Val de Loire parmi lesquels notre camarade Thérèse RABOUIN qui fut de nombreuses fois candidate sur ce canton, fait campagne avec le candidat du Parti Communiste Claude GAUDIN.

Claude, 30 ans, militant syndical, communiste, est ouvrier à la Fonderie Bouyer à Ancenis. Il entend rassembler autour de sa candidature, toutes celles et tous ceux qui refusent la politique de droite et veulent faire entendre leurs exigences.

• NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE •
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes
R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120

Gérant : M. Maurice ROCHER

Associés à parts égales :

MM. M. ROCHER, M. PRODEAU, J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS

PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36 - REDACTION : Tél. 40.89.72.28

TÉLÉCOPIE : 40.48.65.78

Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406 - 85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

CLIO
A partir de
51 600* F



*C'est à dire :

64600F

-5000F d'aide de l'Etat pour la reprise des véhicules de plus de 8 ans.

-8000F de reprise supplémentaire accordée par votre concessionnaire.

Offre réservée aux particuliers possesseurs de leur véhicule depuis au moins 6 mois.

RENAULT ST-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE

VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 40 17 20 20



RENAULT